cette session est courte; mais pour courte qu'elle soit, elle n'en est pas moins importante.

Il va s'agir surtout de prolonger la durée de cette législature. Ce sera la première fois depuis la Confédération que nous aurons décidé d'adopter une adresse priant le Parlement impérial d'accorder une telle prolongation. Cette proposition n'a guère besoin d'être défendue par le Gouvernement ou par l'opposition. Il suffit de rappeler les événements survenus depuis un an et demi pour justifier notre requête. Au Canada, comme dans le reste de l'empire, il s'agit décidé d'adopter une adresse priant le parpar-dessus tout de remrorter la victoire, comme couronnement de cette guerre qui aura ébranlé l'univers entier. D'où il suit que le Gouvernement doit être laissé à même de consacrer toute son énergie à la réalisation de ce grand but, et il le sera si, par suite de la prolongation demandée, il ne survient pas d'élection entre cette session et la prochaine session du Parlement.

Telle est l'importance de cette guerre que l'action du Gouvernement ne doit pas subir d'entrave; le ministère doit sentir qu'il a la confiance du peuple. Or, pendant qu'il l'a, comme j'en suis et comme il en est lui-même convaincu, c'est le bon temps de demander une prolongation de ses pouvoirs. Si un membre quelconque de la députation, député ou ministre, a un doute à ce sujet, qu'il le banisse. Lourde a été la tâche du premier ministre et de ses collègues depuis un an et demi, et le peuple veut la leur laisser jusqu'au jour de la victoire.

Il est reconnu que cette guerre va être une guerre d'épuisement comportant une réduction graduelle d'effectifs, de ressources et de capitaux. Il est intéressant de constater comment le Canada a suppporté cette terrible épreuve, de voir que presque toutes les branches de notre industrie ont éprouvé un regain de prospérité durant la première année de la guerre. Nous avons récolté plus de céréales que jamais; de fait, notre récolte a été si considérable que d'aucuns l'ont attribué à un caprice exceptionnel de la nature. En 1914, l'année où la guerre fut déclarée, nous avons produit 561,000,000 de boisseaux de céréales; en 1915, nous en avons produit 926,000,000, soit une augmentation de 364,000,000 pendant la première année de la guerre.

Considérons maintenant la valeur de notre récolte de céréales, de légumes et de fourrages. En 1914, nous avons produit pour $638,000,000, et en 1915, pour $845,000,000, soit une augmentation de $207,000,000.

Nous obtenons des prix rémunérateurs, nous avons d'excellents marchés et notre récolte est expédiée à l'étranger dans des conditions supérieures à tout ce que nous avons eu jusqu'à présent. Les flibustiers allemands ont été chassés de l'Atlantique du nord, des navires anglais transportent notre grain dans des ports anglais et il en résulte que le peuple canadien contribue, pour sa large part, au ravitaillement de l'armée et à l'approvisionnement du peuple anglais.

Notre production minérale a quelque peu augmenté au cours de l'année 1915. Dans l'Est, le commerce du bois, en 1915, a été de beaucoup plus prospère qu'en 1914 et dans l'Ouest, la situation va en s'améliorant. Si, à l'heure actuelle, cette situation n'est pas plus brillante, c'est dû uniquement à ce que les commerçants de bois manquent de moyens de transport.

Dans l'industrie du fer et de l'acier, les conditions sont aussi meilleures que ce qu'elles étaient il y a un an; nos industriels ont de nombreuses commandes à exécuter et, dans l'ensemble, cette importante industrie est très prospère.

L'année a été excellente pour nos pêcheurs; on me dit que les prises de cette année n'ont pas été égalées depuis bien longtemps. Je me crois autorisé à dire que les richesses provenant de nos grandes ressources nationales se sont répandues sur le pays avec une abondance dont on n'avait pas encore eu d'exemple.

Cette prospérité générale a eu sa répercussion sur les recettes de l'Etat. Les recettes ordinaires ont été diminuées sans mettre en danger les capitaux déjà engagés dans nos grandes entreprises publiques. A l'heure présente, il y a relativement peu de chômage au Canada. L'état de nos finances est très satisfaisant. Les institutions financières qui ont engagé des sommes considérables dont le remboursement est garanti par des hypothèques, rapportent que le service des intérêts se fait plus régulièrement que par les années passées; le ralentissement de la demande a eu pour résultat une accumulation de capitaux disponibles.

Tout récemment, les présidents de nos principales banques ont publié le rapport annuel de leurs opérations et, dans tous, la confiance et l'optimisme sont les notes dominantes. Les dépôts vont en augmentant, la circulation a repris son niveau normal, les recettes des chemins de fer sont plus élevées et les capitaux engagés dans la construction des grandes voies ferrées commencent à porter des fruits. Les résul-